

« C'est pas avec une heure de plus que tu aurais pu récupérer toute la ferraille »

Cette sentence a été délivrée après une heure d'audience par le directeur de la Sureté publique de Montreuil à un des membres des familles expulsées qui déplorait une expulsion sans avertissement. Cela en dit long sur la posture de l'équipe municipale devant la situation créée par la mise à la rue des 11 familles Roms.

L'audience, où des représentants des familles et du comité de soutien ont rencontré un adjoint au maire, nous a peu appris... si ce n'est que ses services étaient avertis depuis 4 jours de l'expulsion – ce qui la rend clairement complice.

QUE NOUS A-T-ON DIT A L'AUDIENCE ?

Que la mairie a assumé sa part de travail, et que si aucune solution n'est trouvée, ce n'est ni de sa faute, ni de sa responsabilité, et plus de son ressort. C'est mépriser toutes les propositions faites les familles et leurs partenaires depuis des mois, dont la réhabilitation citoyenne des locaux. Par ailleurs, la préfecture n'a jamais fait de diagnostic social et a au contraire délivré des Obligations à Quitter le Territoire Français !

QUE PROPOSE LA MAIRIE ? RIEN

La mairie invite maintenant les familles... à se débrouiller par elles-mêmes : l'appel au 115, soit un logement d'urgence qui n'offre aucune visibilité. Nous ne pouvons qu'attendre mieux d'une mairie qui se pare des valeurs de solidarité.

C'est donc à nous, citoyens, acteurs sociaux, de prendre le relai d'une mobilisation qui permettra d'ouvrir une situation de relogement digne pour les 250 du boulevard de la Boissière.

Dans l'urgence, nous maintenons l'exigence de l'ouverture d'un gymnase par la mairie, pour quelques jours au moins, condition nécessaire à la dignité et pour éviter un drame sanitaire et humain à Montreuil.

**LES FAMILLES DU 250 DE LA BOISSIERE
– L'ASSOCIATION ROM REUSSITE –
LE COMITE DE SOUTIEN**